

GUELMA

Une famille en grève de la faim

La famille Boudour, dont une femme enceinte de 9 mois, a entamé une grève de la faim et occupe, depuis une semaine, le trottoir attenant à son domicile à la cité Chenichène, sur les hauteurs de la ville de Guelma, pour protester contre son exclusion du bénéfice du logement social par la commission de la daïra de Guelma.

Dans une lettre adressée au président de la République, dont une copie a été remise à notre bureau de Guelma, cette pauvre famille de 4 personnes proteste contre l'injustice et la *hogra* et les fausses promesses du P/APC de Guelma-ville, le FLNiste

Rachid Allami, et surtout la politique du "ce n'est pas moi c'est l'autre", appliquée à chaque fois que cette famille revendique son droit au logement social.

La famille Boudour, dont le père chômeur tente de trouver une oreille attentive à leur revendication (droit au

logement social), a entamé une grève de la faim. Pour eux, c'est le seul moyen de se faire entendre parce que, disent-ils, toutes les autorités locales à tous les niveaux "fuient" leurs responsabilités. Aujourd'hui, et malgré les mauvaises conditions climatiques (grandes chaleurs), cette malheureuse famille n'a de couverture que le ciel et de couche que la terre nue ; leurs meubles sont exposés aux aléas du temps. N'y aurait-il personne dans la wilaya du 8 Mai 45 pour venir en aide à cette famille en détresse ?

"On demande solennellement aux autorités de ce pays pourquoi nous ne bénéficions pas d'un logement social comme les autres citoyens ?" écrit cette famille qui demande au président de la République d'intervenir immédiatement avant qu'un malheur n'arrive. La famille Boudour ne veut pas mourir à cause de son "droit au logement social" et endosser les erreurs des autorités locales et d'une situation qui leur échappe.

B. A.

EL TARF

Les plaies d'une cité résidentielle à El Kala

Exténués et lassés par les promesses sans lendemain des responsables locaux, les résidents de la cité Belle-Vue, dans la commune d'El Kala à la sortie est de la ville, et jouxtant la route de Tunis, ne savent plus à quel saint se vouer pour que leur calvaire puisse, enfin, connaître un épilogue.

Créée en 1994, la cité en question fut un lotissement de la défunte agence foncière d'El Kala qui a été vendue sous forme d'une trentaine de lots à construire au cours de la même année.

Acculés par le besoin pressant d'avoir un chez-soi, les bénéficiaires ont entamé dans la précipitation, une fois l'acte de propriété en poche, la construction de leurs maisons. Malheureusement, les trente bâtisses ont été érigées sur un terrain non viabilisé. Il n'y avait ni réseau d'assainissement, ni réseau d'AEP, ni route à l'intérieur de la cité, ni éclairage public, ni réseau de gaz de ville et d'électricité. Le comble est qu'ils piratent l'électricité par le biais de câble shuntés aux

habitations de la cité la Grande Plage. Une situation ubuesque qui dure jusqu'à ce jour. Il faut savoir qu'en 1999, les citoyens ont adressé une correspondance au chef de daïra et au directeur de l'agence foncière pour faire prévaloir leur droit quant à une prise effective des problèmes de viabilisation de la cité. Le directeur de l'agence s'est engagé à prendre en charge l'aménagement et la viabilisation de la cité dans les meilleurs délais. «Depuis, c'est le silence radio. On n'a rien vu

venir», ont affirmé avec amertume les habitants. «Nous sommes en 2008, et c'est la même rengaine des responsables locaux. Nous interpellons, une énième fois, les premiers responsables de la Direction de l'urbanisme et de la construction (DUC), ainsi que la Direction de l'énergie et des mines (DEM) pour une réelle prise en charge de nos doléances légitimes», ont-ils ajouté sans conviction.

Daoud Alla

Un passage piéton dangereux

Le passage piéton d'une vingtaine de mètres, reliant la gare routière à la placette de la cité 168-Logements, est considéré par les usagers comme un véritable danger dont les conséquences peuvent être fâcheuses et même mortelles. Et pour cause, ledit passage n'est pas aménagé et ressemble beaucoup plus à une piste. Il est pris en sandwich entre une portion de la RN44 et une grande buse éventrée, et à ciel ouvert, déversant des eaux usées. Il est important de savoir que la buse éventrée est un véritable gouffre dont le fond est plantée de barres de fer dénudées et tranchantes. Cependant, c'est depuis la mise en fonction de la gare routière au mois de mai 2006 que ce problème subsiste sans que personne lève le petit doigt. C'est plutôt la fuite en avant et la dilution des responsabilités. Au fait, gérer c'est prévoir. Une notion de base qui semble désertier les esprits de nos responsables.

D. A.

BORDJ BOU-ARRÉRIDJ

Des jeunes étalagistes dans une démonstration de suicide collectif

Ils étaient une vingtaine, voire une trentaine de jeunes étalagistes clandestins à s'être révoltés contre les forces de l'ordre locales qui les ont empêchés d'exercer leurs petites activités de tous les jours.

Ces petites ventes occasionnelles de tabac plus particulièrement ou de petits articles anodins comme des porte-clés, bracelets et chaînes sans valeur, ou autres objets indéfinissables, tout au long du grand boulevard de la cité des 500-Logements, communément connue sous le nom de Chine-Town où le produit *made in China* est la seule marchandise vendue par tous les commerçants du quartier, qui profitent de

l'aubaine du "pas cher" pour écouler leurs lots à la marée humaine qui fréquente le coin, en particulier aux heures de pointe. Ridiculisés par les descentes répétitives des forces de l'ordre, qui visent généralement les ventes parallèles des stupéfiants et des drogues douces, les jeunes de la cité rassemblés dans un mouvement de solidarité, digne des gangs avérés pour monter sur les terrasses des bâtiments, lan-

çant toutes sortes de projectiles sur les passants, provoquant ainsi un mouvement de panique générale qui a nécessité le déplacement du chef de l'exécutif sur les terrasses où se localisaient les protestataires, qui menaçaient alors de s'organiser dans un suicide collectif, face à ce qu'ils appellent "*hogra*", faisant allusion à quelques interventions supposées musclées de quelques policiers. D'ailleurs, on apprend de source autorisée que, ne connaissant pas le wali, les jeunes mécontents croyant être roulés par les autorités, ont doublé l'intensité de leurs actes de vandalisme,

en se rabattant sur les pauvres citoyens, qui fréquentaient le boulevard. Heureusement pour tout le monde, les esprits ont fini par se calmer grâce à la compréhension qu'avaient montrée wali et autorité policière. Reçus le lendemain par le chef de cabinet, les représentants des jeunes protestataires ont fini par se plier au fait accompli, en reconnaissant les dépassements de certains d'entre eux sans toutefois changer de position à l'égard de ce qu'ils qualifient de dépassement et d'abus dans l'exercice de l'autorité policière.

Saâdène Ammara

VIEUX BÂTI À SKIKDA

Effondrement d'un plancher au 4, rue Joinville

Le spectre de l'effondrement plane toujours sur le vieux bâti au centre-ville. Dans la nuit de mardi, vers 22 h 15, Skikda en a enregistré un énième au 4, rue Joinville, dans la bâtisse en face de la polyclinique de Houmet Ettaliene, patrimoine de l'OPGI.

Selon le témoignage des locataires, l'incident a provoqué l'affaissement du plancher de la bâtisse où vivent 4 familles depuis les années 1970. Heureusement, on ne déplore aucune victime. Le déplacement des autorités compétentes, le P/APC et les éléments de la Protection civile précisément, a été constaté immédiatement suite à l'alerte des citoyens. Comme de coutume, l'entraide citoyenne a permis de dégager l'accès à l'immeuble.

Le constat du CTC sera élaboré la semaine prochaine, à compter de ce samedi précisément. Encore une fois, la menace de ruine et l'impératif d'évacuer les habitants seront les deux recommandations des experts. Pourtant, les autorités compétentes sont en possession d'un rapport global établi il y a quelques années concernant le quartier napolitain dont fait partie cette bâtisse. A nos jours, le transfert des habitants vers la cité de Zeramna a été partiel.

Actuellement, et pour reprendre les propos des habitants, la seule mesure proposée est d'évacuer les quatre familles vers le camp de toiles de la station balnéaire de Larbi Ben M'hidi, à 13 km du chef-lieu de wilaya. Les locataires ont refusé. Le danger persiste.

Zaïd Zoheir

ANGEM

Sensibilisation à Larbi Ben M'hidi

Une action de sensibilisation et de vulgarisation a été initiée, jeudi matin, en direction des estivants de la côte de Larbi Ben M'hidi, à 13 km du chef-lieu de wilaya, par l'Agence nationale de gestion du microcrédit (l'Angem) de Skikda. Elle a été principalement menée par le directeur de l'Angem, Karim Draoui, avec deux accompagnateurs de la daïra de Skikda.

L'opération a consisté en la distribution d'une centaine de dépliants mettant en relief les trois formules de financement pour l'octroi de crédits et les procédures et mécanismes d'accès.

Le choix du lieu est motivé par la forte concentration du public, alors que celui du temps est lié à l'infléchissement du nombre de demandes durant la période juillet-août, selon les explications du directeur. Par ailleurs, l'approche de la rentrée sociale incite à mieux l'appréhender en ambitionnant de "rentabiliser" le bilan de l'agence fonctionnelle depuis 2005.

D'autre part, le volet proximité s'est toujours vu accorder un intérêt particulier dans la méthode de travail de l'Angem. Sous la houlette du directeur, les accompagnateurs des 13 daïras que compte la wilaya ont périodiquement initié des actions de sensibilisation et de vulgarisation du dispositif auprès des populations concernées. Le véhicule de service de l'agence a sillonné les 38 communes de Skikda, du massif de Collo jusqu'à la Marsa. A titre d'information aussi, des 1 879 bénéficiaires de locaux à usage artisanal et professionnel réalisés dans l'ensemble des communes de la wilaya, 1 079 sont des détenteurs de crédits Angem.

Z. Z.

OUM EL-BOUAGHI

Commémoration de la Journée du moudjahid

A l'occasion du double anniversaire de la Journée du moudjahid du 20 Août 1955 et du Congrès de la Soummam 1956, les autorités locales ont tracé un programme avec un rassemblement devant le cabinet du wali. La délégation composée de responsables civils et militaires ainsi que la famille révolutionnaire représentée par des anciens moudjahidine se rendit au cimetière des chouhada où fut récitée la *Fatiha* suivie d'une pose de gerbes de fleurs. Ensuite, la délégation s'est dirigée vers le centre culturel du chef-lieu de wilaya pour suivre l'exposition de photos retraçant les différentes étapes de notre glorieuse révolution.

A noter qu'en de pareilles occasions, les services de la wilaya invitent la presse locale et mettent à leur disposition les moyens de transport.

Parti en vacances, il décède en Tunisie

Malheureux est le sort du Dr Boukeffa D., vice-recteur à l'université Larbi-Ben-M'hidi d'Oum El-Bouaghi. Accompagné de sa femme et ses quatre enfants, ils se rendirent en Tunisie pour quelques jours de vacances. Terrassé par une crise cardiaque, il rendit l'âme quelque temps après. Une foule nombreuse l'a accompagné à sa dernière demeure. A rappeler que le défunt a exercé un mandat de député sous la couleur du parti El Islah.

Moussa Chtatha